

Retour sur les européennes et quelques questions de principes...

vendredi 14 juin 2019, par [Jacques COTTA](#)

Les élections européennes passées, il devrait être possible de reprendre quelques questions qui n'ont été qu'effleurées durant la période électorale. Il ne s'agit pas ici d'avoir un débat « revanchard » mais de revenir si possible, avec un ton apaisé, sur l'essentiel.

Les organisations qui ont présenté des listes ont usé en général d'arguments assez semblables pour inciter les électeurs à rallier leur étendard. Ce sont ces arguments qu'il est bon aujourd'hui de passer en revue, car ils mettent en cause des questions de « principes » qui dépassent cette seule conjoncture électorale.

1. Cette élection devait être l'occasion de battre Macron.

Non seulement cela n'a pas été le cas, mais cet argument a généré le seul effet rationnel possible, paradoxalement condamné par ceux-là mêmes qui l'ont mis en avant. La liste du RN s'affirmant comme la seule en position de battre la liste LREM, les électeurs qui ont pris au mot l'argument « se saisir des européennes pour battre Macron » ont donc voté en toute logique pour le RN.

L'élu FI Andrea Kotarac qui avant les élections appelait à voter pour le RN a été traité de tous les noms par ses anciens camarades. N'était-ce pas un peu simple pour régler une question politique qui dépassait de loin le premier concerné. Les militants FI qui ont réagi de la sorte l'ont fait comme un équipage sans boussole à bord d'un bateau ivre. Si leur point de départ avait été la Nation et le peuple français, l'indépendance et la souveraineté nationale comme cela est toujours présent dans l'histoire du mouvement ouvrier, mais curieusement absent dans la gauche, toutes variantes confondues, alors le piège de ces européennes aurait sans doute été déjoué et ceux qui sont tombés dedans n'auraient pas été laminés.

C'est l'absence de point de repère qui ensuite a ouvert la voie à toutes les divergences qui montrent bien que nombreux sont ceux -jusque dans leur groupe parlementaire- qui sur le fond n'ont plus grand chose en commun. La députée Clémentine Autain n'a en effet pas tardé de mettre en cause « le populisme » de Mélenchon, jetant ainsi par dessus bord ce qui a permis à la FI de rallier deux ans auparavant 7 millions d'électeurs, pour préférer une union de la gauche et si possible de la gauche de la gauche qui de fait est rejetée, coupée des travailleurs et salariés qui ont déjà fait l'expérience du PS, du PCF et de leurs avatars multiples et variés. Jean Luc Mélenchon, par le flou qu'il a lui-même entretenu, capable de passer d'une ligne à une autre en fonction des opportunités, perd sur tous les tableaux. Il a lui-même « congédié » son aile souverainiste qui politiquement a fait sa force il y a deux ans, en poussant dehors Djordje Kuzmanovic ou encore en congédiant François Cocq, dans le seul but de donner des gages à cette "gauche" communautariste, partisane des questions sociétales au détriment de la réalité sociale.

Si la FI ressemble aujourd'hui à « un astre mort », cela ne relève pas principalement comme veulent l'expliquer les commentateurs ou chroniqueurs officiels de la personnalité de Jean Luc Mélenchon. Il serait plus judicieux de revenir aux questions de fond, aux principes, à l'abandon de l'orientation « populiste » et « souverainiste » qui a fait la force du mouvement deux ans auparavant. C'est ainsi que se sont ouvertes les vannes par lesquelles les bulles du gaz insoumis se sont évaporées...

2. A ceux qui dénonçait l'UE pour les politiques austéritaires imposées aux peuples par leurs différents gouvernements, les partisans du vote « de gauche », notamment côté PCF, ont insisté sur la nécessité de ne pas prendre l'UE comme le bouc-émissaire des politiques suivies dans les différentes nations.

En d'autres termes, ceux-là soulignaient que l'ennemi est d'abord dans notre propre pays. Par exemple, le gouvernement d'Emmanuel Macron applique une politique qu'il revendique et dont il porte la paternité. Il en est responsable. De même ce sont les chefs d'états et de gouvernement réunis à Bruxelles, ou les conseils des ministres au niveau européen, qui prennent les décisions.

Cela est juste mais évite en réalité au moins deux questions.

D'abord celle des institutions de l'UE. L'architecture est étudiée de telle sorte que les décisions qui ressortent des institutions européennes ne peuvent réserver aucune surprise, quel que soit par ailleurs les chefs d'état et leur position personnelle. La Grèce évoquée souvent sur tous les tons devrait se rappeler aux bons souvenirs des européistes, aussi critiques soient-ils.

Ensuite la question des avantages qu'il serait possible de tirer d'une participation aux institutions de l'UE. En quoi l'élection au parlement européen par exemple peut-il améliorer dans l'avenir les politiques menées au niveau national ?

Evidemment, c'est bien là que le bât blesse. N'est-ce pas d'ailleurs la raison pour laquelle fort curieusement pour des élections européennes, la question de l'Europe à proprement parlé a été absente des débats.

3. Les députés européens seront des lanceurs d'alerte.

Pourquoi pas, mais seront-ils vraiment utiles dans ce rôle ? Les peuples ont-ils besoin d'un tocsin sonnante du fond du parlement européen dont tout le monde s'accorde à reconnaître que son rôle sur l'essentiel n'est que consultatif et en rien décisionnaire, concernant par exemple les options de l'UE, les traités, etc...

Un sujet va sans doute occuper dans les semaines qui viennent l'actualité internationale, les relations entre l'Italie et l'UE qui désire la sanctionner pour « déficits excessifs ». Le commissaire Moscovici, ancien ministre de Hollande, se veut menaçant et évoque plus de 2,5 milliards d'amendes qui pourraient être infligées à Rome. Evidemment, la diabolisation de Salvini va jouer à plein et les discours sur son « racisme », sa « xénophobie », son « nationalisme » vont faire passer au second plan l'objet du différend qui repose sur le droit d'un état souverain d'appliquer la politique pour laquelle il a été élu, à savoir par exemple une réforme des retraites favorable au retraités dont Bruxelles ne veut pas voir le jour.

L'UE a fait hier de la Grèce un exemple pour toutes les nations européennes. C'est une mise au pas violente, générale qu'il s'agit de réaliser et c'est dans cette lignée que l'affaire italienne risque d'éclater, nouvel avertissement pour tous les peuples d'Europe dont le peuple français. Dans ce cadre, le son du tocsin ne peut être entendue que dans un souffle indépendant de la camisole de force européenne, le souffle des nations libres et souveraines. Ne pas l'avoir compris a produit la déroute électorale d'une « gauche » qui s'est trouvée pulvérisée, du PCF et de ses 2,5% des voix (à peine plus que le parti animaliste), au PS et ses 6,2%, en passant par Générations et ses 3,3% ou les 6,3% de la FI.

Sans doute d'autres sujets mériteraient d'être abordés.

Mais il faut un début et ces quelques questions, aussi sommaires soient-elles, sont sans doute incontournables si ce qui reste de « gauche » ne veut pas définitivement disparaître et si pour cela les énergies se révèlent afin de renouer avec une politique de classe qui épouse la souveraineté et la question nationale.